



Lundi 30 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le président de la République inaugure et inspecte d'importants projets de développement à Djelfa](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a effectué, dimanche, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa durant laquelle il a procédé à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs projets de développement d'envergure s'inscrivant dans le cadre de la concrétisation de ses engagements envers les citoyens de cette wilaya.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Finances: la COSOB organisera une Journée d'information sur le financement participatif](#)

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) organisera prochainement une Journée d'information sur le financement participatif "Crowdfunding" qui consiste à collecter des fonds via des plateformes internet.



**Le ministre des Finances, Laaziz Faïd :**

**«La numérisation réduira la bureaucratie, améliorera l'efficacité et renforcera la transparence»**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a déclaré, samedi à Alger, que «la numérisation réduira la bureaucratie, améliorera l'efficacité et renforcera la transparence, tout en minimisant les possibilités de fraude et de corruption», a-t-on indiqué dans un communiqué du ministère des Finances.



### Numérisation du secteur financier : Les notaires impliqués

La révolution numérique du département des Finances, principalement les services des impôts et des Domaines de l'Etat, se fera avec l'implication des notaires, lesquels sont considérés comme acteur incontournable dans cette démarche.



### Réduction de la TVA : «Un grand chantier»

La réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) annoncée dans le cadre du projet de loi de finances 2024 ne doit pas avoir un impact sur les revenus du Trésor public. Un équilibre dans l'application de cette mesure doit impérativement être garanti. C'est l'avis de Hacène Menouar, président de l'Association de protection des consommateurs Al Aman, tout en saluant la baisse de cette taxe.



### Economie nationale : Vers une croissance soutenue

La Banque mondiale (BM) vient de rendre public son rapport sur le suivi de la situation économique en Algérie. La croissance économique est de retour, entraînant une hausse sensible du PIB ainsi que la création de nombreux postes de travail.



### Les fruits de l'engagement

Les orientations et instructions que donnait, à chaque Conseil des ministres qu'il présidait, le Président Tebboune, portaient systématiquement sur le développement équilibré des régions et la mise en place de conditions pour une vie décente des populations. Hier, à Djelfa, les citoyens, qui ont réservé un accueil des plus chaleureux au Président, avaient toutes les raisons de le faire. Il a promis des projets qui vont basculer cette wilaya agro-steppique vers une nouvelle étape d'un développement durable.



### COSOB : Journée d'information sur le financement participatif

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) organisera prochainement une Journée d'information sur le financement participatif «Crowdfunding», qui consiste à collecter des fonds via des plateformes internet. Selon un communiqué de la COSOB, cette Journée aura pour objectif d'expliquer les détails de ce nouveau système entériné par arrêté, publié au Journal officiel no 68, portant approbation du règlement de la COSOB no 23-01 du 12 avril 2023 qui fixe les conditions d'agrément, d'exercice et de contrôle des Conseillers en investissement participatif (CIP).



### PLF 2024: De la baisse de la TVA à l'amélioration du pouvoir d'achat

La baisse de la TVA, dans le cadre de la loi de finances 2024, ne cesse de susciter les espoirs d'une amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. Après la lecture des experts en économie, qui ont à l'unanimité soutenu que cette décision et d'autres encore vont améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, les organisations syndicales et associations citoyennes sont unanimes à dire que l'issue à la problématique du pouvoir d'achat réside dans la TVA, fixée à 19%, dont tout le monde revendique la réduction.

## [Finances: Laaziz Faïd reçoit des représentants des chambres des notaires](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, samedi à Alger, des représentants des chambres des notaires, en vue d'assurer l'adhésion de cette corporation dans le processus de numérisation, notamment de l'administration du domaine national et des impôts, indique un communiqué du ministère.



## [Rapport de la Banque d'Algérie](#)

### [Ces indicateurs qui rassurent](#)

La politique monétaire a eu comme objectif principal de consolider la résilience du secteur bancaire.

L'Algérie poursuit sa progression ascendante, en termes de croissance économique et d'évolution des indicateurs monétaires et financiers. Les réformes engagées par l'État, ces dernières années, et les réajustements effectués, depuis peu, sur les grands agrégats macroéconomiques, commencent à donner des fruits probants. C'est, en tout cas, ce que révèle le dernier rapport en date de la Banque d'Algérie qui vient consolider les résultats positifs, affichés dans le récent rapport de suivi de la situation économique de la Banque mondiale sur l'Algérie.



## [Développement économique de la wilaya de Djelfa](#)

### [Un décollage imminent](#)

La réalisation de lignes ferroviaires s'impose comme locomotive majeure de cet objectif.

Djelfa wilaya à vocation steppique par excellence doit jouer un rôle économique de premier plan à l'avenir. Les projets à dimension stratégique visant à la promouvoir avancent vraisemblablement à un rythme accéléré pour réaliser un décollage majeur qui serait imminent. Cela ne se fera cependant pas sans le développement des lignes ferroviaires. Il fait savoir en effet que le rail qui a occupé une place majeure dans l'industrialisation de nombreux pays.



## Finances : Faïd invite les notaires à partager leurs propositions, en matière de numérisation

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a tenu une réunion de concertation et de coordination au niveau de son département ministériel, avec les représentants de la corporation des notaires, dans le but de renforcer la compréhension mutuelle et d'assurer une adhésion active de cette corporation, dans le processus de numérisation du ministère des Finances, et tout particulièrement, l'Administration du domaine national et des impôts.



## Projet de la loi de finances 2024 : l'Etat algérien signe en clair son approche sociale

La priorité à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et la consécration du caractère social de l'Etat sont, entre autres, les principales orientations qui découlent du projet de la loi de finances 2024 que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé mercredi dernier en conseil des ministres consacré à l'examen et au débat dudit projet.



## Algérie 2023-2025 : vers une économie diversifiée et robuste

Dans un contexte global en constante évolution, l'Algérie se démarque par des initiatives prometteuses dans son économie plus diversifiée. Entre augmentation des investissements, diversification économique et anticipation d'une croissance soutenue, le pays se prépare à un avenir où le pétrole n'est plus le seul moteur économique.

L'Algérie s'oriente vers une période de transformation significative de son économie la rendant plus diversifiée, selon les dernières analyses de la Banque mondiale. Le pays, traditionnellement dépendant de ses exportations d'hydrocarbures, est en train de remodeler son économie en misant sur la diversification et un renforcement des investissements dans des secteurs clés.



## وزير المالية: إشراك الموثقين في رقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب

استقبل وزير المالية لعزیز فايد ممثلي غرف الموثقين بهدف إشراكهم في عملية الرقمنة. خاصة رقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب.



## سعر 100 أورو في سوق "السكوار"

شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" مقابل الدينار الجزائري استقرار في السوق السوداء "السكوار" بالجزائر العاصمة.



## وزير المالية ينزل إلى البرلمان السبت المقبل لعرض المشروع

### هذه أهم مضمين قانون المالية 2024

يلتقي وزير المالية لعزیز فايد، السبت المقبل، لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، لعرض مشروع قانون المالية لسنة 2024.



## صدر النص التنظيمي المؤطر للعملية

### التمويل التساهمي.. هذه شروط اعتماد المستشارين ونشاطهم

حددت الحكومة رسميا شروط اعتماد وممارسة المستشارين، في مجال الاستثمار التساهمي، وكيفية التعامل مع أموال الجمهور، من خلال مرسوم تنظيمي جديد.

### لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها تنظم قريبا يوما إعلاميا حول التمويل التساهمي

تنظم لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب" قريبا يوما اعلاميا حول التمويل التساهمي "كرودفوندينغ" والذي يعتبر وسيلة تمويلية حديثة تجمع من خلالها رؤوس الأموال عبر منصات رقمية.

## Faid reçoit des représentants des chambres des notaires

**L**e ministre des Finances, Laurent Faid, a reçu, samedi à Alger, des représentants des chambres des notaires, en vue d'assurer l'adhésion de cette corporation dans le processus de numérisation, notamment de l'administration du domaine national et des impôts, indique un communiqué du ministère.

«M. Faid a tenu une réunion de concertation et de coordination, au niveau de son département ministériel, avec les représentants de la corporation des notaires, dans le but de renforcer la compréhension mutuelle et d'assurer une adhésion active de cette corporation dans le processus de numérisation du ministère des Finances et tout particulièrement l'administration du domaine national et des impôts», explique la même source.

Un représentant du ministère de la Justice, les représentants des différentes chambres des notaires, nationale et régionales, ainsi que les directeurs généraux des impôts, du Domaine National et du Trésor ont pris part à cette réunion, souligne le document.

Le ministère a précisé que cette réunion marque un jalon significatif dans la modernisation de l'administration publique et les efforts du gouvernement en vue de faciliter les échanges d'informations électroniques et l'efficacité opérationnelle.

A l'ouverture de cette rencontre, M. Faid a «chaudement» accueilli les représentants des notaires, soulignant que cette réunion était «un espace d'échange et d'écoute des préoccupations et des propositions des notaires».

Le ministre a, à cette occasion, invité les notaires, en tant que partenaires incontournables, à partager leurs propositions en matière de numérisation, dans la mesure où leurs compétences et leur expertise sont essentielles pour garantir la réussite de cette transformation», a fait savoir le ministère.

M. Faid a également ajouté que leur participation «active» est essentielle pour garantir que le processus se déroule de manière «transparente, équitable et en conformité avec les lois et règlements en vigueur».

Au cours de la réunion, le Ministre a, aussi, partagé sa vision de l'avenir de l'administration du domaine national et des impôts, qui repose sur l'intégration de technologies de pointe pour rationali-

ser les procédures et améliorer l'accès aux services publics pour le citoyen.

Il a, dans ce sens, souligné que «la numérisation réduit la bureaucratie, améliore l'efficacité et renforce la transparence, tout en minimisant les possibilités de fraude et de corruptions».

M. Faid a également rappelé que «la finalité de tous ces processus est de servir le citoyen, en tant qu'usager ultime, de toutes les prestations de services».

Pour leur part, les représentants des notaires ont accueilli «favorablement» cette initiative et ont encouragé ce genre de démarche collaborative.

Ils ont souligné que «cette réunion offrait une opportunité précieuse pour aborder les problèmes spécifiques liés à la numérisation, des problèmes qui ne peuvent être résolus efficacement que grâce à ces rencontres de concertation».

De plus, les représentants de la corporation des notaires ont manifesté leur engagement «ferme» à contribuer activement à la réussite de la politique de l'Etat visant à numériser et moderniser l'administration publique.

Ils ont aussi affirmé leur volonté de travailler en tandem avec les structures du Ministère des Finances pour développer des solutions qui amélioreront la qualité des services, garantiront la sécurité juridique et faciliteront la vie des citoyens et des entreprises.

Cette collaboration entre le ministère des Finances et la Chambre des Notaires témoigne de «l'importance de la coopération entre le secteur public et ses partenaires pour réaliser des réformes d'envergure, ouvrant la voie à une ère de transformation numérique prometteuse pour notre pays», affirme le communiqué, ajoutant que «cette rencontre a permis de jeter les bases d'une collaboration fructueuse visant à faire progresser la numérisation de l'administration du domaine national et des impôts, qui profitera à l'ensemble de la société». A la lumière des résultats de cette première réunion, «un consensus unanime a été établi en faveur de rencontres de concertation semestrielles visant à discuter des progrès réalisés et de procéder à un suivi rigoureux de la mise œuvre des actions convenues entre les deux parties».

PROCESSUS DE NUMÉRISATION

## Laâziz Faïd implique les notaires

**L**e ministre des Finances, Laâziz Faïd a tenu une réunion de concertation et de coordination, au niveau de son département ministériel, avec les représentants de la chambre nationale des notaires, dans le but de renforcer la compréhension mutuelle et d'assurer une adhésion active de cette corporation dans le processus de numérisation du ministère des Finances et tout particulièrement l'administration du Domaine national et des Impôts. Le ministre a, à cette occasion, invité les notaires, en tant que partenaires incontournables, à partager leurs propositions en matière de numérisation, dans la mesure où leurs compétences et leur expertise sont essentielles pour garantir la réussite de cette transformation. Au cours de la réunion, le ministre a, aussi, partagé sa vision de l'avenir de l'administration du domaine national et des impôts, qui repose sur l'intégration de technologies de pointe pour rationaliser les procédures et améliorer l'accès aux services publics pour le citoyen. Il a, dans ce sens, souligné

que la numérisation réduira la bureaucratie, améliorera l'efficacité et renforcera la transparence, tout en minimisant les possibilités de fraude et de corruption. Faïd a également rappelé que la finalité de tous ces processus est de servir le citoyen, en tant qu'utilisateur ultime, de toutes les prestations de services.

Pour leur part, les représentants des notaires ont accueilli favorablement cette initiative et ont encouragé ce genre de démarche collaborative. Ils ont souligné que cette réunion offrait une opportunité précieuse pour aborder les problèmes spécifiques liés à la numérisation, des problèmes qui ne peuvent être résolus efficacement que grâce à ces rencontres de concertation. De plus, les représentants de la corporation des notaires ont manifesté leur engagement ferme à contribuer activement à la réussite de la politique de l'État visant à numériser et moderniser l'administration publique.

A. N. ch.

ILS ONT ATTEINT 1,8 MILLIARD DE DOLLARS EN 2022

## Les envois de fonds vers l'Algérie en baisse

● Selon les données de la Banque mondiale, de 2015 à 2019, les envois de fonds vers l'Algérie avaient connu une certaine stabilité autour de 1,9 milliard de dollars, alors qu'ils avaient atteint un pic en 2014 avec 2,45 milliards de dollars transférés en Algérie par les Algériens établis à l'étranger. Cela avant de constater une inversion de la tendance.

Un récent rapport de la Banque mondiale (BM) fait ressortir une baisse des transferts de fonds vers l'Algérie. Une baisse entamée depuis quelques années et qui s'est accentuée en 2022 puisque l'Algérie occupe, selon la même source, la neuvième place en termes de fonds reçus. Elle arrive bien après la Tunisie l'Égypte, le Maroc et le Nigeria. Ces trois derniers pays ont été en effet l'année dernière les principaux destinataires des fonds envoyés par les diasporas en 2022, avec un montant total de plus de 60 milliards de dollars.

La diaspora algérienne n'a transféré au cours de cette période que 1,8 milliard de dollars, soit moins de 100 millions de dollars par rapport à 2021. En 2020, ces envois étaient déjà en baisse de 5,8% par rapport à 2019. Le montant était de 1,682 milliard de dollars, contre 1,786 milliard de dollars en 2019. Ce qui représentait à cette époque 1,2% du produit intérieur brut (PIB). Toujours selon les données de la BM, de 2015 à 2019, les envois de fonds vers l'Algérie avaient connu une certaine stabilité autour de 1,9 milliard de dollars, alors qu'ils avaient atteint un pic en 2014 avec 2,45 milliards de dollars transférés en Algérie par les Algériens établis à l'étranger. Au total entre 2014 et 2022, la baisse a été de 650 millions de dollars.

Si en Algérie, la tendance est baissière, en Égypte, c'est le contraire qui se produit, avec une moyenne oscillant entre 25 et 26 milliards de dollars entre



Les Algériens établis à l'étranger ne contribuent que très peu au transfert de fonds susceptibles d'apporter un appui à l'économie nationale

2014 et 2022 et un pic de plus de 31 milliards de dollars en 2021. L'Égypte continue donc à tenir le haut du pavé pour devenir au fil des ans le plus grand bénéficiaire de fonds étrangers, avec 28,3 milliards de dollars envoyés par les représentants de la diaspora égyptienne. Le Nigeria arrive en deuxième position, avec 20,1 milliards de dollars. Le Maroc est classé à la troisième place avec 11,2 milliards de dollars en 2022. La Tunisie et le Zimbabwe ont reçu de leur côté 3,1 milliards de dollars chacun, contre 2,5 milliards de dollars pour le Sénégal. En dixième position, c'est-à-dire juste après l'Algérie, se place

la République démocratique du Congo avec 1,7 milliard de dollars. Ce classement vient confirmer que l'Algérie reste faiblement attractive pour sa diaspora comparativement à d'autres pays de la région. Autrement dit, les Algériens établis à l'étranger ne contribuent que très peu au transfert de fonds susceptibles d'apporter un appui à l'économie nationale, comme c'est le cas également en ce qui concerne le savoir-faire, l'expertise et les technologies utiles au développement de l'Algérie. Comment expliquer un tel constat ? Les Algériens de l'étranger, dont la majorité est installée en Europe et

en Amérique, passent, dans de nombreux cas, par la voie informelle faute de canaux bancaires à l'étranger et en l'absence d'un cadre réglementaire stable. L'écart entre le taux de change officiel et celui sur le marché parallèle explique également ce faible engouement pour les transferts via les banques. Ce qui montre l'ampleur du travail à faire pour faciliter ces envois de manière formelle. Il y a aussi la question de la baisse du pouvoir d'achat des migrants algériens au cours de ces trois dernières années, notamment depuis la crise sanitaire de Covid-19.

Samira Imadlou

JOURNÉE MONDIALE DE L'ÉPARGNE

# Un catalyseur de la croissance économique

**A L'INSTAR DES AUTRES PAYS, L'ALGÉRIE CÉLÉBRERA DEMAIN la journée mondiale de l'épargne qui coïncide avec le 31 octobre de chaque année. Une occasion pour mettre en relief l'importance cruciale que représente l'épargne au regard de sa contribution au financement de l'économie nationale.**

**S**ur les 20 millions de comptes bancaires, 12 millions sont des comptes d'épargne. Des volumes qui restent faibles de point de vue des experts en économie. Plus d'un s'accrochent à dire que les Algériens épargnent de moins en moins. L'expert en finance Mahfoud Kaoubi a souligné que la tendance est, en effet, haussière. Elle est beaucoup plus ressentie au niveau des ménages. « Avec l'inflation galopante, la proportion à épargner du revenu reste faible. La consommation se taille la part du lion des revenus des ménages », a-t-il indiqué, soulignant que la performance du système bancaire constitue un élément fondamental pour développer et capter l'épargne nationale.

« Il est vrai qu'il y a eu une amélioration au niveau de la place bancaire en matière d'organisation et des réalisations, sauf que des efforts doivent être toujours consentis surtout en termes de rémunération de l'épargne », a-t-il fait observer, expliquant que les taux d'intérêt proposés par les banques ne sont pas assez attractifs comparativement avec les taux d'inflation. En réalité, nous avons un taux de rémunération égal à ce qu'il



est inférieur au taux d'inflation. Les gens font des calculs et préfèrent investir leur argent.

Certains préfèrent changer leurs dinars en monnaies étrangères plutôt que de les placer en épargne. Aussi, la spéculation prend, des fois, le dessus. Kaoubi souligne que la croissance économique peut être affectée par le développement du phénomène de l'épargne thérsaurisée. « Heureusement que les augmentations des prix du pétrole ont permis de renforcer la

liquidité au niveau bancaire. Il est clair que plus il y a d'épargne, mieux c'est, car cela permet d'avoir des possibilités qui vont être orientées vers l'investissement », a-t-il indiqué, soulignant que l'épargne « est un catalyseur de la croissance économique ». L'expert financier souligne que pour capter cette épargne, il revient aux banques « d'être plus agressives ». Reste que pour lui, la responsabilité n'incombe pas uniquement aux banques qui, elles, continuent de faire

des efforts en proposant des produits innovants et adaptés aux mutations socioéconomiques. « L'amélioration du climat des affaires est tout aussi primordiales », a-t-il insisté.

## LES AUGMENTATIONS DES SALAIRES BOOSTENT L'ÉPARGNE NATIONALE

L'expert en développement socioéconomique Kamel Kheffache relève que les dernières augmentations des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage pourront

contribuer à booster l'épargne nationale, pourvu que l'inflation soit maîtrisée. Il a souligné que pour l'amélioration des niveaux de l'épargne nationale, il est recommandé, de prime abord, d'inculquer la culture de l'épargne en renforçant les campagnes de sensibilisation quant à l'importance de l'épargne pour un ménage ou une entreprise.

Épargner aujourd'hui, c'est éviter de s'endetter demain pour financer les projets du futur. Kheffache a fait observer que par méfiance ou défiance, certaines catégories préfèrent thésauriser leurs épargnes en dehors des circuits classiques malgré les multitudes d'offres mises sur la place financière, citant entre autres la finance islamique. Il a rappelé qu'aujourd'hui, seulement la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance-Banque doit la possibilité d'ouvrir un compte d'épargne. Or qu'actuellement, la quasi-totalité des banques ont introduit cette prestation dans leur portefeuille. Kheffache a fait savoir que le placement au niveau d'une banque apporte plus de sécurité aux épargnants en plus de l'avantage de la rémunération. « L'épargne est un outil très important pour le financement de l'économie. C'est ce qui permettra aux banques de donner des crédits à l'investissement ou à l'exploitation. Les entreprises vont, par conséquent, se développer, créer de la richesse et des emplois, et c'est la société qui va en bénéficier de manière générale », a-t-il avancé. Dans ce sillage, l'expert préconise de lancer une étude de marché sur le terrain afin de cerner la problématique liée à l'épargne. A noter, par ailleurs, que l'Association des banques et des établissements financiers organise, demain, une rencontre à ce sujet.

■ Wassila Oulé Hamouda

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024

## Objectif, maîtriser l'inflation

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale se penchera, durant deux semaines, sur le projet de loi de finances (PLF) 2024 qui comprend le budget le plus important de l'histoire de l'Algérie. D'un montant de 110 milliards de dollars, il est beaucoup plus important que celui prévu par la loi de finances pour l'année 2023. Le projet de loi de finances prévoit des recettes équivalentes à 9.102 milliards de dinars et selon les projections macroéconomiques du gouvernement, le déficit attendu en 2024 s'élève à 5.760 milliards de dinars. D'autres chiffres révèlent l'ampleur de la situation financière au cours de cette année. Le projet de loi comprend également des augmentations de salaires approuvées, depuis 2022, lors des précédents Conseils des ministres dans le but de concrétiser l'engagement du président de la République d'atteindre un niveau total de hausse des salaires de 47% en 2024, tout en considérant l'impact financier de la révision des Loix fondamentales dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Le PLF-2024 ne comporte pas, non plus, de nouvelles taxes, confirmant ainsi la volonté du président Tebboune de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, en tenant compte des équilibres financiers. La suppression de la taxe sur l'activité professionnelle et la révision de certaines conditions de garantie d'accès aux crédits bancaires interviennent, quant à elles, dans le cadre de la stimulation de l'investissement et de la relance économique.

Selon le Pr Mourad Kouachi, universitaire et expert en économie, «le PLF-2024 revêt un caractère particulier de par son enveloppe budgétaire conséquente qui dépasse celle de l'année 2023, qui avoisinait les 100 milliards de dollars». Ce qui ressort, précise-t-il, «de ce budget élevé

et des mesures telles que le soutien aux investissements, les exonérations fiscales et les augmentations salariales incluses dans ce projet, c'est le soutien continu de l'Etat algérien au volet social qui constitue le socle de son action». Il n'en demeure pas moins que «ces mesures qui consacrent le caractère social de l'Etat algérien et qui ont été prises pour protéger les citoyens contre la tendance inflationniste ne peuvent être ressenties sur le terrain que si l'inflation est maîtrisée». Il faut ainsi savoir que le taux d'inflation de l'économie algérienne demeure très élevé.

«Il s'établit entre 9 et 10%», selon les dernières statistiques de l'ONS», souligne Kouachi, pour qui «le gouvernement doit travailler sur ce volet pour pouvoir maîtriser la flambée des prix». Car, affirme-t-il, «quelle que soit l'importance de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'aspect social, celle-ci n'aura pas d'impact significatif sur la vie quotidienne du citoyen si les autorités peinent à maîtriser l'inflation». S'agissant de la relance économique, l'économiste préconise d'améliorer la gestion administrative des différents secteurs avec une vision intersectorielle cohérente pouvant encadrer la mise en œuvre des politiques publiques». Pour lui, «il ne suffit pas d'allouer un budget de 110 milliards de dollars pour impulser la croissance économique locale et nationale».

Et de poursuivre que «nombreux sont les secteurs qui ont réussi à réaliser un saut qualitatif et à atteindre les résultats escomptés avec des progrès visibles, alors que d'autres sont encore en dessous du niveau requis». Il y a nécessité «à consentir des efforts supplémentaires pour changer le processus de gestion et passer d'une approche administrative à une approche économique plus efficiente pour faire progresser



les secteurs, notamment industriel, agricole et de tourisme».

### CRÉER DES ENTREPRISES

Djemaï Nabli, expert judiciaire en opérations financières et bancaires, abonde dans le même sens. Il suggère d'aider la microéconomie au financement qui a déjà connu une hausse de 7,5%. «Mais cela reste insuffisant pour booster les investissements», assène-t-il. «Nous avons beaucoup de progrès à faire après la faillite de plus de 200.000 entreprises depuis le début de la crise sanitaire», a-t-il indiqué, soulignant que d'ici 2025, l'Algérie a besoin de travailler sur le déficit interne qui relève beaucoup plus

des entreprises privées qui souffrent de manque et de diversification des moyens de financement avec un taux d'intérêt des crédits très élevé, soit 8,5%. Il recommande, à cet effet, au gouvernement de se pencher davantage sur un autre type de défi, à savoir «la création d'entreprises». Pour l'expert, «l'Algérie a besoin de créer pas moins de deux millions d'entreprises pour relancer son économie. Un objectif facile à atteindre à condition de libérer les financements, car nous avons les moyens à même de contribuer à faire évoluer les investissements et la création de richesses».

■ Anis Boucetta

## هايد يدعو الموثقين للمشاركة في عملية الرقمنة توحيد الجهود للحد من البيروقراطية والفساد

المالية وغرفة الموثقين من شأنه تكريس أهمية التعاون بين القطاع العام وشركائه لتحقيق إصلاحات كبرى مما يمهّد الطريق لعصر واعد من التحول الرقمي لبلادنا. ونظير هاته الجهود، يضيف البيان، ساعد هذا الاجتماع على إرساء أسس تعاون مثمر يهدف إلى النهوض برقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب الأمر الذي سيعود بالنفع على المجتمع بأسره. وفي ضوء نتائج هذا الاجتماع الأول، تم الإجماع على عقد اجتماعات تشاورية نصف سنوية تهدف إلى مناقشة التقدم المحرز والمراقبة الدقيقة لتنفيذ الإجراءات المتفق عليها بين الطرفين.

موكدين على أن الاجتماع يمثل فرصة قيمة لمعالجة قضايا محددة تتعلق بالرقمنة، وهي قضايا لا يمكن حلها بشكل فعال إلا من خلال الاجتماعات التنسيقية. كما أظهر ممثلو هيئة الموثقين التزامهم الثابت بالمساهمة الفعالة في إنجاز سياسة الدولة الرامية إلى رقمنة وتحديث الإدارة العمومية، ولقدوا رغبتهم في العمل جنبا إلى جنب مع هيكل وزارة المالية لتطوير الحلول التي من شأنها تحسين جودة الخدمات وضمان الأمن السانوني وتسهيل حياة المواطنين والشركات على حد سواء.

عقد وزير المالية، عزيز هايد، أول اجتماعا تشاوريا وتنسيقيا، على مستوى دائرته الوزارية، مع ممثلي هيئة الموثقين، بهدف إشراكهم بشكل فعال في عملية رقمنة وزارة المالية وخاصة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب.

ناصر ح

جاء في بيان لوزارة المالية أن اللقاء الذي حضره ممثل وزارة العدل وممثلو مختلف غرف الموثقين الوطنيين والجهويين وكذا المندوب العامون بالضرائب والأملاك الوطنية والخزينة، يمثل خطوة إضافية في مسار عصنة الإدارة العمومية وجهود الحكومة الرامية إلى تسهيل تبادل المعلومات الإلكترونية والكفاءة العملية، مشيرا إلى أنه في مستهل اللقاء، رحب السيد هايد بممثلي غرفة الموثقين، حيث أكد أن هذا اللقاء يعتبر بمثابة فضاء للتبادل والاستماع إلى انشغالاتهم ومقترحاتهم. ودعا الوزير الموثقين باعتبارهم شركاء أساسيين، إلى تبادل مقترحاتهم في مجال الرقمنة، حيث أن مهاراتهم وخبراتهم ضرورية لضمان نجاح هذا التحول، مضيفا بأن مشاركتهم النشطة ضرورية لضمان مواصلة هذه العملية بنجاح ونزاهة بما يتوافق مع القوانين والتطبيقات السارية المفعول.

كما عرض الوزير، خلال اللقاء، رؤيته المستقبلية لكل من إدارة الأملاك الوطنية وإدارة الضرائب، المرتكزة على دمج التقنيات المتطورة لتبسيط الإجراءات وتحسين الولوج إلى الخدمات العمومية للمواطن، مشددا على أن الرقمنة ستعمل على الحد من البيروقراطية وتحسين الكفاءة وزيادة معدل الشفافية، مع تقليل فرص الغش والفساد.

من جهتهم، رحب ممثلو غرف الموثقين بهذه المبادرة وثمنوا هذا النهج التعاوني،

**فايد يستقبل ممثلي غرف الموثقين**

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد ممثلي غرف الموثقين، بهدف إشراكهم في عملية الرقمنة، خاصة رقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب. وجاء في البيان "عقد وزير المالية السيد لعزیز فايد، يوم 28 أكتوبر 2023، اجتماعا تشاوريا وتنسيقيا، على مستوى دائرته الوزارية، مع ممثلي هيئة الموثقين، بهدف إشراكهم بشكل فعال في عملية رقمنة وزارة المالية وخاصة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب". وحضر هذا اللقاء ممثل وزارة العدل وممثلو مختلف غرف الموثقين الوطنيين والجهويين وكذا المدير العام للضرائب والأملاك الوطنية والخزينة، يضيف ذات المصدر. ويمثل هذا الاجتماع حسب الوزارة "خطوة إضافية في مسار عصنة الإدارة العمومية وجهود الحكومة الرامية إلى تسهيل تبادل المعلومات الإلكترونية والكفاءة العملية". وفي مستهل هذا اللقاء، رحب السيد فايد بممثلي غرفة الموثقين وأكد أن هذا اللقاء يعتبر بمثابة "فضاء للتبادل والاستماع إلى انشغالاتهم ومقترحاتهم".

من جهة أخرى، دعا بهذه المناسبة الموثقين، باعتبارهم شركاء أساسيين، إلى "تبادل مقترحاتهم في مجال الرقمنة، حيث أن مهاراتهم وخبراتهم ضرورية لضمان نجاح هذا التحول". وأضاف أن مشاركتهم "النشطة ضرورية لضمان مواصلة هذه العملية بشفاافية وتزاهة بما يتوافق مع القوانين والتنظيمات السارية المفعول". كما عرض الوزير، خلال اللقاء، رؤيته المستقبلية لكل من إدارة الأملاك الوطنية وإدارة الضرائب، المرتكزة على دمج التقنيات المتطورة لتبسيط الإجراءات وتحسين الولوج إلى الخدمات العمومية للمواطن، مشددا على أن "الرقمنة ستعمل على الحد من البيروقراطية وتحسين الكفاءة وزيادة معدل الشفاافية، مع تقليل فرص الفساد والفساد".

# الاقتصادية الاولى

**دعا لدمج التقنيات المتطورة لتبسيط الإجراءات، فايد يؤكد**

## ضرورة إشراك الموثقين في رقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب

جناب مع هياكل وزارة المالية لتطوير الحلول التي من شأنها تحسين جودة الخدمات، ضمان الأمن القانوني وتسهيل حياة المواطنين وللتركيز على حد سواء. وأشار فايد الوزارة إلى أن هذا التعاون بين وزارة المالية وعرفة الموثقين من شأنه تكريس أهمية التعاون بين القطاع العام وشركائه لتحقيق إصدارات كبرى، مما يمهد الطريق لعصر واعد من التحول الرقمي للجزائر، حيث ساعد هذا الاجتماع على إرساء لنس تعاون مثمر يهدف إلى النهوض برقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب، الأمر الذي سيعود بالنفع على المجتمع بأسره. ويمثل هذا الاجتماع، حسب الوزارة، خطوة إضافية في مسار صيرورة الإدارة العمومية وجهود الحكومة الرامية إلى تسهيل تبادل المعلومات الإلكترونية والكفاءة التشغيلية، حيث أكد الوزير أن هذا اللقاء يعتبر بمثابة فضاء للتبادل والاستماع إلى التفاعلاتهم ومقترحاتهم. وفي ضوء نتائج هذا الاجتماع الأول، تم التوصل إلى إجماع لصالح عقد اجتماعات تشاورية نصف سنوية تهدف إلى مناقشة التقدم المحرز والمراقبة الدقيقة لتنفيذ الإجراءات المتعلق طبيها بين الطرفين.

والأملاك الوطنية والعزينة. وعرض الوزير، خلال اللقاء، رؤية المستقلة لكل من إدارة الأملاك الوطنية وإدارة الضرائب، المرتكزة على دمج التقنيات المتطورة لتبسيط الإجراءات وتحسين التولوج إلى الخدمات العمومية للمواطن، مشددا على أن الرقمنة ستعمل على الحد من البيروقراطية وتحسين الكفاءة وزيادة معدل الشفافية، مع تقليل فرص الغش والفساد. ودعا الوزير بهذه المناسبة الموثقين، باعتبارهم شركاء أساسيين، إلى تبادل مقترحاتهم في مجال الرقمنة، حيث أن مهاراتهم وخبراتهم ضرورية لضمان نجاح هذا التحول، مضيفاً أن مشاركتهم النشطة ضرورية لضمان مواصلة هذه العملية بشفافية ونزاهة بما يتوافق مع القوانين والتنظيمات السارية المفعول. من جهتهم رحب ممثلو غرف الموثقين بهذه المبادرة وتعلموا هذا النهج التعاوني، مؤكداً على أن هذا الاجتماع يمثل فرصة قيمة لمعالجة قضايا محددة تتعلق بالرقمنة، وهي قضايا لا يمكن حلها بشكل فعال إلا من خلال هذه الاجتماعات التنسيقية، كما أظهر ممثلو هيئة الموثقين التزامهم الثابت بالمساهمة الفعالة في إنتاج سياسة الدولة الرامية إلى رقمنة وتحديث الإدارة العمومية، مؤكداً رغبتهم في العمل جنباً إلى



استقبل وزير المالية، لعزير فايد، ممثلي غرف الموثقين، بهدف إشراكهم في عملية الرقمنة، خاصة رقمنة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب، حيث عقد الوزير اجتماعاً تشاورياً وتنسيقياً على مستوى دائرته الوزارية مع ممثلي هيئة الموثقين بهدف إشراكهم بشكل فعال في عملية رقمنة وزارة المالية وخاصة إدارة الأملاك الوطنية والضرائب، وحضر هذا اللقاء ممثل وزارة العدل وممثلو مختلف غرف الموثقين الوطنيين والجهويين وكذا السراء العموم للضرائب

## آخر تقرير للبنك العالمي يثمن مؤشرات إيجابية للاقتصاد الجزائري



انخفاض ملحوظ خلال النصف الأول من عام 2023، لكن الميزان التجاري ظل إيجابيًا، كما استمر تراكم احتياطيات المصرف، ومن المتوقع أن تعوّض الأرباح المعلنة من طرف مجمع سوناطراك في التخفيف من أثر تراجع إيرادات صادرات المحروقات وزيادة الإنفاق الحكومي، لاسيما على رواتب وأجور موظفي القطاع العمومي.

وحسب آراء خبراء البنك الدولي فإنّ الجزائر تتمتع بالقدرة على تنويع اقتصادها والحد من اعتمادها على الواردات وزيادة الصادرات خارج المحروقات، مع توفير فرص عمل بصورة مستدامة في القطاع الخاص، وبالرغم من أنه من الميسر إرجاع ذلك إلى الإصلاحات الأخيرة، فإن الأداء الاقتصادي المستدام يعتمد على التنازل، كما ينبغي تعزيز الجهود الرامية إلى تحفيز استثمارات القطاع الخاص.

كما أشاروا إلى أن التوقعات تتجه نحو استمرار الأداء الجيد لقطاع المحروقات وديناميكيات الاستثمار الإيجابية، من منطلق أنهم قالوا "إن الجزائر قامت ببناء هوامش أمان قصيرة الأجل للاقتصاد الكلي من خلال تراكم احتياطيات المصرف وتحقيق توفيريات مالية، ومع زيادة ضبابية الوضع العالمي وتضاؤل حساسية التوازنات الخارجية والمالية إلى أسعار النفط العالمية، يظل من الضروري تعزيز قدرة الاقتصاد على الصمود أمام الصدمات المتعلقة بالمواد الأولية في المستقبل".

سعيد بشار

توقع آخر تقرير للبنك العالمي أن يعود النمو في الجزائر إلى المسار الذي كان عليه قبل كورونا بحلول عام 2024، ضمن وتيرة انطلقت عام 2022، حيث شهد عودة الاقتصاد الجزائري إلى مستوى ما قبل الجائحة وأن هذا الانتعاش تواصل في النصف الأول من السنة الجارية.

وجاء في تقرير الهيئة الدولية، عن أحدث المستجدات الاقتصادية للجزائر، أن الناتج الداخلي المحلي عاد ليسجل نفس المستويات السابقة عن جائحة كورونا مدعوماً بارتفاع أسعار النفط في الأسواق العالمية، حيث ساهم في تنمية الاحتياطيات الخارجية ورفع الإيرادات الوطنية، وهو التوجه الذي تواصل خلال النصف الأول من السنة الحالية، على الرغم من أنّ التقرير أشار إلى أنها بوتيرة أقل ببطء، مدعوماً بالنشاطات والاستثمارات خارج قطاع المحروقات.

وساعدت زيادة الاستثمارات، منها الاستثمار في المشاريع الصناعية الكبرى، حسب ما جاء في التقرير، على دفع عجلة النشاط الاقتصادي في الربع الأول من عام 2023، ومن المتوقع أن تستمر في دعم التموين عامي 2023 و2025، ودعت الهيئة العالمية إلى استمرار الجهود من أجل تحسين بيئة الأعمال في الجزائر واجتذاب استثمارات القطاع الخاص وهي من العوامل الرئيسية في الحفاظ على هذا المنوال. وعلى الرغم من انخفاض أسعار النفط والغاز منذ منتصف عام 2022، شهدت إيرادات الصادرات الجزائرية



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger